

Sommaire

Économie

P.2-3

- La productivité du travail en France
- La productivité du travail en France en comparaison internationale

Actualités

P.4

- Le gouvernement modifie ses prévisions économiques
- La loi PACTE a été promulguée

Rédaction :

Vanessa Jereb, Secrétaire générale adjointe en charge de l'emploi, de l'économie et de la formation professionnelle

Jérôme Leleu, Conseiller économique

 www.facebook.com/UNSAsecteurEconomieEmploiFormationProfessionnelle

 [@JerebVanessa](https://twitter.com/JerebVanessa)

 [www.unsa.org](mailto:eco.info@unsa.org)

 +33 1 48 18 88 00

 21 rue Jules Ferry
93177 BAGNOLET CEDEX

eco.info@unsa.org

Retrouvez les articles complets

[www.unsa.org/ECO Emploi](http://www.unsa.org/ECO_Emploi)
eco.unsa.org



ÉDITO

n°9 juin-juillet-août 2019

Un discours de politique générale... trop général

Le Premier ministre a présenté son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale le 12 juin. Cette allocution marque l'acte deux du quinquennat. Les mesures annoncées sont une reprise quasi à l'identique des annonces du Président Macron lors de sa dernière conférence de presse. Nous attendions des précisions sur les modalités de financement et sur leur impact tant sur le plan budgétaire que sur le déficit. Il n'en fût rien.

Les mesures attendues concernant le pouvoir d'achat n'apparaissent que sous le prisme de la baisse des impôts de 27 milliards d'euros sur le quinquennat y compris sur la baisse de l'impôt sur le revenu qui sera contrebalancée par la nécessité de contenir les dépenses publiques pour ne pas créer de la dette. Comment ?

Après la réforme du Code du travail qui permet davantage de flexibilité aux entreprises il n'y a toujours pas eu d'annonces concernant leur responsabilité sur l'emploi et les salaires.

Concernant l'assurance chômage, il faudra attendre le 18 juin pour en savoir plus sur la traduction du bonus-malus pour les contrats courts ainsi que sur la dégressivité des allocations. Pour autant, sans l'avoir mentionné dans son allocution, l'exécutif veut économiser de 1 à 1,3 milliard par an dans le cadre de la réforme de l'assurance chômage. Pour l'UNSA, cette réforme ne devra pas se faire au détriment des droits des demandeurs d'emplois, notamment sur le durcissement des règles d'indemnisation.

Sur le dossier des retraites, sans revenir sur l'âge légal de départ, des incitations seront mises en place pour partir plus tard... Là encore, pas plus de précisions, mais compte tenu des échéances annoncées sur ce dossier, nous serons vite fixés au cours de cet été.

Pour finir, l'ambition écologique a été au cœur du discours du Premier ministre, sans précision encore sur le coût des mesures annoncées et leur financement.

L'heure de vérité sera la présentation du projet de loi de finances. À cette occasion nous pourrons juger si le gouvernement persiste à privilégier la concertation sur la négociation.

Vanessa Jereb
Secrétaire générale adjointe

La productivité du travail en France

Le premier rapport du Conseil national de la productivité (CNP) publié au mois d'avril 2019 met en évidence plusieurs facteurs expliquant l'essoufflement des gains de productivité en France.

La productivité du travail est une mesure de l'efficacité productive du travail. Elle compare la production réalisée à la quantité de travail utilisée.

Productivité du travail = Quantité produite / Quantité de travail utilisée

La productivité du travail peut être mesurée en volume ou en valeur. La quantité de travail peut être définie en fonction du nombre de travailleurs ou d'emplois (productivité par tête) ou du nombre d'heures de travail (productivité horaire). C'est cette dernière qui est la plus largement utilisée, en raison des différentiels de durée du travail entre les pays.

On distingue deux autres types de productivité. La productivité du capital, qui mesure la production réalisée par rapport à la quantité de capital utilisée (machines...) et la productivité globale des facteurs, qui est la part de la croissance économique qui n'est pas expliquée par l'augmentation du volume de travail et de capital.

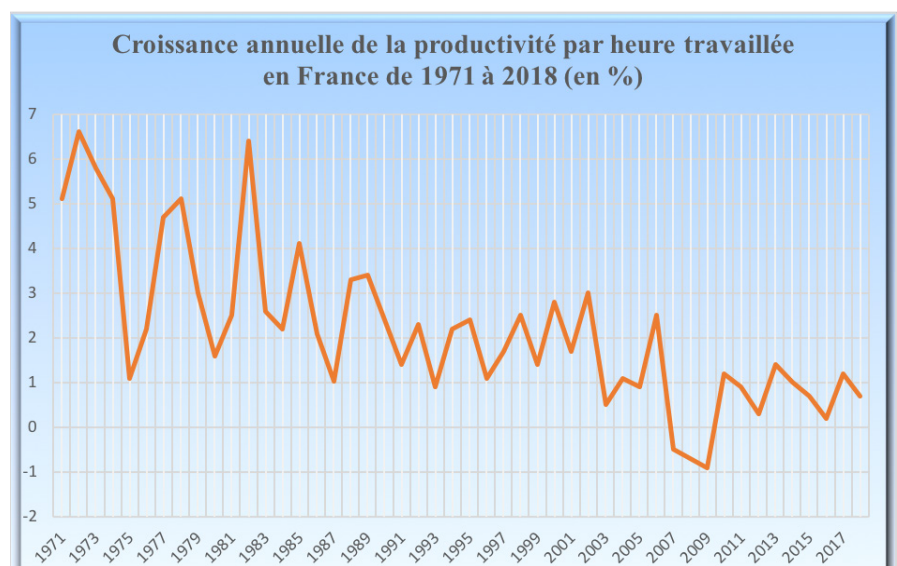
Le CNP évoque différentes causes spécifiques pour expliquer le ralentissement de l'augmentation de la productivité en France au cours des dernières années. Les deux raisons les plus souvent citées dans les comptes rendus sont d'une part un déficit de compétences au sein de la population active et d'autre part une insuffisante qualité du management.

Le rapport met ainsi en exergue l'écart de compétences selon les origines sociales qui serait plus important en France que dans les autres pays de l'OCDE. Il souligne également une obsolescence rapide des compétences acquises par les Français lors de leur formation initiale en raison d'un manque d'accès à la formation continue. Notamment, la structure duale du marché du travail et l'importance des contrats courts freineraient l'accès à la formation professionnelle pour les salariés les plus précaires.

En outre, il y aurait une certaine inadéquation des compétences des salariés français avec les postes occupés qui impacterait négativement la productivité du travail. Le CNP souligne plusieurs pistes qui pourraient améliorer ce point : une éducation et une formation tout au long de la vie, une meilleure qualité de la gestion d'entreprise

et une politique du logement favorisant la mobilité résidentielle.

La mauvaise qualité du management français se cristalliserait, selon le CNP, par la faiblesse de son aspect « humain », par exemple en termes d'autonomie laissée aux salariés, d'organisation du travail ou de qualité de l'encadrement des managers. Le management est également critiqué par sa faiblesse à investir dans les nouvelles technologies. Celles-ci, comme l'automatisation et le numérique, seraient insuffisamment développées dans les entreprises en raison du déficit de compétences de la population active dans ces domaines.



Source : D'après OCDE, 2019

La productivité du travail en France en comparaison internationale

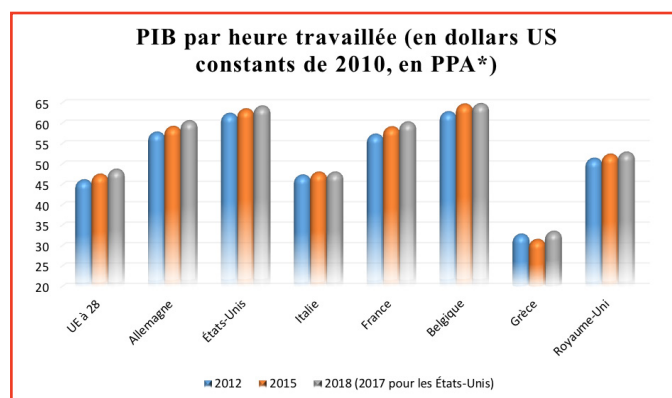
Le ralentissement des gains de productivité concerne quasiment l'ensemble des pays développés depuis plusieurs décennies. À cet égard, le niveau et les gains de productivité en France se situent dans la moyenne haute des pays développés.

En effet, depuis la fin des trente glorieuses, les gains de productivité diminuent au sein des pays de l'OCDE. L'augmentation de la productivité atteignait environ 4% en moyenne par an entre 1945 et 1973 pour les pays d'Europe et le Japon. Elle a été au moins divisée par deux jusqu'en 1995 et s'est affaiblie encore par la suite, notamment après la crise économique de 2008-2009.

La tertiarisation de l'économie serait un des facteurs clé de ce ralentissement, les services générant dans la plupart des cas moins de gains de productivité que l'industrie. Par ailleurs, la contribution des technologies de l'information et de la communication à la productivité s'est relativement dissipée depuis le milieu des années 2000.

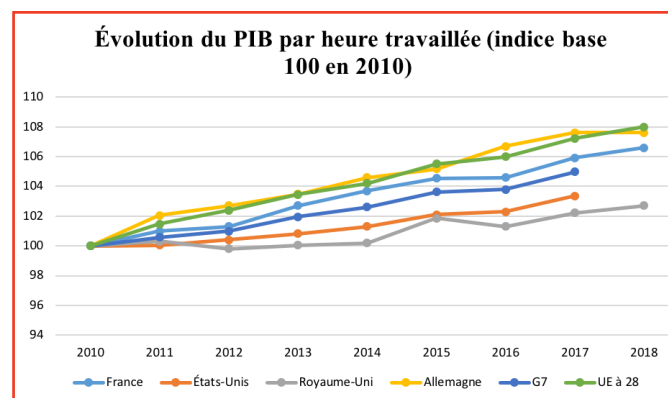
La concentration des entreprises, n'incitant pas à l'investissement, ou la faiblesse des taux d'intérêt, permettant à des entreprises de rentabiliser des projets d'investissement peu performants, sont d'autres éléments pouvant expliquer l'essoufflement des gains de productivité au sein des pays développés.

Sommes-nous tout simplement revenus à un stade « normal », de stagnation séculaire ? La forte augmentation du PIB et de la productivité durant les trente glorieuses n'était peut-être qu'un phénomène exceptionnel. Le progrès technologique et la croissance de la productivité reviendraient-ils tout simplement à leur norme historique basse ?



Source : OCDE, 2019. *Parité de pouvoir d'achat : Taux de conversion monétaire permettant d'égaliser les pouvoirs d'achats des différentes monnaies en éliminant les différences de niveaux de prix entre pays.

En 2018, la productivité horaire du travail en France était supérieure à la moyenne des pays de l'Union Européenne et notamment à celle du Royaume-Uni ou de l'Italie. Elle était cependant inférieure à la productivité des États-Unis et quasiment identique au niveau de l'Allemagne. Bien que la croissance de la productivité du



Source : OCDE, 2019

travail en France soit inférieure à celle de l'Allemagne ou de l'UE depuis 2010, elle dépasse la progression qui a eu lieu aux États-Unis ou au Royaume-Uni.

La France connaît donc un niveau de productivité du travail et des gains de productivité relativement convenables au regard des autres pays développés.

En savoir plus :

Le rapport du Conseil national de la productivité :

https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/premier-rapport-cnp-avril-2019_0.pdf

Le gouvernement modifie ses prévisions économiques

Au mois d'avril, le gouvernement a présenté au Parlement et à la Commission européenne le programme de stabilité (PSTAB) exposant le cadrage économique retenu pour la période 2019-2022 et détaillant les prévisions de croissance et la trajectoire des finances publiques.

Établi indépendamment des conclusions du « Grand débat » et des mesures nouvelles annoncées le 25 avril 2019 par le président de la République, il prévoit des évolutions économiques moins ambitieuses que le PSTAB de 2018 et le PLF 2019, que ce soit en termes de croissance économique ou d'évolution du déficit et de la dette publique. Les prévisions et les objectifs ont été revus à la baisse en raison d'une situation économique internationale et nationale plus dégradée et de la mise en place des mesures d'urgence économiques et sociales (MUES) promulguées en décembre 2018 en réponse au mouvement des « gilets jaunes ».

La croissance du PIB ralentirait à 1,4% en 2019 après avoir atteint 1,7% en 2018, selon une évaluation récente réajustée à la hausse par l'INSEE. En raison du coût des MUES, la prévision de déficit public dépasse les 3% du PIB et le gouvernement ne vise plus l'équilibre budgétaire pour 2022, comme cela était prévu dans le PSTAB de 2018.

Les prévisions d'inflation sont inchangées au regard du PLF 2019, mais elle ralentirait par rapport à 2018 (1,8%) en raison notamment du repli des prix des produits énergétiques et par l'annulation de la hausse de la Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) depuis début 2019.

Estimation de l'évolution des principaux agrégats économiques (2018-2022) selon le PSTAB 2019

	Prévisions PLF 2019	2019	2020	2021	2022
Taux de croissance du PIB	1,7%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%
Taux d'inflation	1,3%	1,3%	1,3%	1,5%	1,75%
Déficit public (en % du PIB)	2,8%	3,1%	2%	1,6%	1,2%
Dette publique (en % du PIB)	98,6%	98,9%	98,7%	98,1%	96,8%

Source : PSTAB (2019), PLF (2019)

La loi PACTE a été promulguée

La loi PACTE, définitivement adoptée par le Parlement le 11 avril 2019, a été promulguée le 22 mai, une semaine après que le Conseil constitutionnel a validé l'essentiel du texte. Certaines dispositions sont à mise en œuvre immédiate, d'autres seront précisées par décrets ou arrêtés pour une application au second semestre 2019 ou au 1^{er} janvier 2020.

Avec pour objectifs de lever les obstacles à la croissance des entreprises et de replacer les entreprises au centre de la société, cette loi qui se voulait ambitieuse modifie de nombreux dispositifs : Des seuils d'effectif, en passant par l'épargne salariale et retraite ou la prise en considération des enjeux sociaux et environnementaux dans la stratégie et l'activité des entreprises.

Bien qu'il y ait quelques avancées sur l'objet social de l'entreprise ou la présence d'administrateurs salariés dans les conseils d'administration, l'UNSA regrette la « timidité » et le manque d'ambition de ces mesures qui auraient pu permettre un bond en avant significatif concernant la prise en compte de l'environnement et des droits sociaux au sein

de l'activité économique ainsi que sur la participation et le contrôle des salariés sur la stratégie et le fonctionnement des grandes entreprises.

L'UNSA déplore également que les mesures concernant les relèvements de seuils seront préjudiciables aux salariés des PME et reste opposée aux cessions de participations publiques, notamment celle relative au groupe Aéroports de Paris.

L'UNSA sera vigilante et attentive quant aux mises en application des dispositions qui concerneront directement ou indirectement les salariés.

Plus d'informations sur la Loi PACTE :

Éco-info de septembre-octobre 2018 : https://www.unsa.org/IMG/pdf/eco_info_no6_sept-oct_2018.pdf

La note d'information préparée par le secteur économie, emploi, formation professionnelle : https://www.unsa.org/IMG/pdf/synthese_loi_pacte_14_janvier_2019.pdf

Éco-info de mars-avril 2019 : https://www.unsa.org/IMG/pdf/eco_info_no8.pdf